

Deux illusions tenaces

Posté le : 1 novembre 2015 18:39 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

La France souffre de deux maladies tenaces : l'excès de dettes et l'excès d'impôts. Le témoin d'un excès de dettes est leur caractère irrécouvrable qui impose de les transférer le plus possible vers l'Etat, à charge pour lui de les amortir par l'impôt, où vers la banque centrale, à charge pour elle d'en diminuer radicalement le coût de portage ; celui d'un excès d'impôts, la faiblesse des investissements et la fuite des foyers aisés vers des cieux plus hospitaliers ou moins prédateurs comme on voudra.

Les deux excès se conjuguent. L'excès de dettes pousse à l'impôt. L'excès d'impôts pousse à plus de dettes.

On trouve aujourd'hui encore, malgré l'évidence des difficultés, de nombreux commentateurs ou auteurs qui poussent allègrement à l'impôt et à la dette.

La justification de ces positions n'est pas toujours très élaborée. « Vive l'impôt » est un signe de ralliement pour la gauche et la maladie particulière de l'Enarchie compassionnelle de droite (pensons à Giscard et à Juppé). La dette se justifie souvent par le faible taux des intérêts. La création monétaire paraissant gratuite, certains aiment à répéter qu'il faut dépenser à mort en imposant les riches, en ne craignant pas de s'endetter et en finançant l'état par a création monétaire.

Derrière ces simplismes on trouve en trame de fond deux raisonnements qui sont également controuvés.

Lors que les taux de dettes ont commencé à dépasser 400% des PIB locaux, pour s'élever parfois à des niveaux encore plus stratosphériques, des voix se sont élevées : en s'écartant ainsi du PIB de la nation hôte, les banques créent un risque systémique gravissime, puisqu'in fine, ce sont les Etats qui garantissent la parole des banques nationales et leur crédit. Dans la pratique, on demande aux peuples de payer pour la faillite des banques. La réponse des adeptes de la mondialisation financières a été constante. Ce fut celle du FMI. Les crédits sont garantis par les actifs financés. Derrière la dette, il y a des usines, des productions, des gains attendus. Ces actifs sont mondiaux. C'est aux banques et aux mécanismes de hedging qu'il revient de stabiliser l'ensemble. Donc les banques en Islande peuvent dépasser 1000% d'encours bancaire puis que ce n'est pas le PIB local qui garantit les prêts mais l'économie monde et ses « actifs ».

On a vu ces illusions s'évaporer en 2007-2008. Aux Etats maintenant de payer les pots cassés. Demandez aux Grecs.

A-t-on pour autant abandonner l'idée que les prêts sont d'abord assurés par ce qu'ils financent ? Pas du tout. L'Europe a essayé de dégager les Etats de leurs responsabilités. On force les banques à mettre en face de leurs prêts des capitaux d'autant plus élevés que le risque est plus grand. On régente le tout de façon tatillonne. Et on indique qu'en cas de problèmes ce sont les déposants et les obligataires qui paieront les dégâts. Ce qui revient à dire : les actifs que vous financez sont votre seule garantie. Maintenant vous pouvez financer ce que vous voulez, partout dans le monde, avec de l'argent provenant d'où vous voulez. Les Etats réduisent vos capacités de prêts et ne viendront plus à votre secours. Mais la mondialisation heureuse peut continuer. Les américains, eux ont été un petit poil plus narquois : ils ont imposé que la finance mondialisée soit dominée par leurs banques et leur

monnaie ! Dans la pratique, on a constaté une rétractation de l'activité des banques vers leur marché national. La déglobalisation bancaire est un fait. Et les étouffements administratifs ne garantissent rien du tout, sinon une inefficacité globale du secteur. Du fait de l'application de règles différentes un peu partout et de l'impérialisme juridique américain, cette inefficacité se double de distorsions de concurrence.

Nous pensons qu'au-delà de ces réserves, il est impossible de ne pas prévoir que les crédits globaux et autres « obligations de payer » ne soient pas maintenus dans des limites strictes par rapport au PIB. Nous considérons comme une faute inexpiable de n'avoir pas vu que le retournement du taux de dette/PIB, qui baissait continument depuis 44 a dépassé 200 puis 250, puis 300 puis 400% entre 71 et 2007. Comme on l'a souvent répété sur ce blog, une maturité moyenne des prêts de 5 ans avec un taux d'intérêt + frais de 5%, implique que l'amortissement de la dette et le paiement des intérêts prennent 100% du PIB. Ce qui est naturellement impossible. L'approche micro économique, prêt par prêt ou classe de prêts par classe de prêts, n'apporte aucune garantie. Et si le système pète, inévitablement si les taux dépassent 300%-400%, la perte des dépôts entraîne immédiatement une crise de type 1929.

On doit donc prévoir un contingentement global des en-cours de prêts. Comme il n'existe aucun organe global pour le faire, on en revient aux approches nationales. L'illusion micro-économique en matière de prêts est d'une extrême gravité. L'illusion qu'une approche par classe de prêts empêchera toute difficulté est un péché contre l'esprit.

On retrouvera le mécanisme mental avec les mêmes conséquences dans le domaine fiscal.

Récemment encore lors d'un débat sur la TNT un économiste, au nom imprononçable mais au style catégorique, dégoisait cette fausse règle : la dépense publique ce sont des équipements collectifs et du bien social ; la contrepartie étant solide et indispensable, nous ne devons pas craindre qu'elle soit élevée. Inutile de dire que les équipements publics sont importants, comme le lien social. Mais ici aussi intervient le quantum par rapport à la production.

De même que le système de prêts lorsque les encours dépassent plusieurs fois la valeur du PIB n'est plus garanti par les flux de production et ne concerne plus que des opérations spéculatives, de même lors que la dépense publique dépasse 35 à 40% de la production, il n'y a plus de contreparties tenables. On entre dans le gaspillage de ressources rares au détriment de l'économie. Comme nos lecteurs le savent nous avons l'habitude de faire le rapprochement des prélèvements et de la dépense publique de la valeur ajoutée des entreprises de plus de une personne du secteur non financier, ce qu'on appelle communément « les entreprises ». On sait qu'en 2014 non seulement la dépense publique mais les aussi désormais les prélèvements ont dépassé la valeur ajoutée par les entreprises. Les Français ne disposent plus que de ce qui est redistribué ou emprunté, avec une baisse constante du revenu par tête depuis 2008.

Raisonner sur la dépense publique en oubliant de regarder le rapport avec le niveau de production est aussi sot que de penser la dette sans établir de rapport avec la production.

La curiosité du moment est qu'on ne trouve personne dans les médias pour faire ces remarques élémentaires. Baigner dans un système mental qui fait l'unanimité de son clan ou de ses pairs est un grand danger. La lumière ne pénètre plus. Et casser le bloc mental congelé qui empêche d'accueillir la réalité est une tâche surhumaine.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile